

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Autres opérations

Regroupement d'actions / d'obligations

HOPIMUM

Société anonyme au capital de 53.288.875,81 euros
Siège social : 22, rue des Frères Lumière - 69720 Saint-Bonnet-de-Mure
SIREN : 878 729 318 en cours de transfert au RCS de Lyon

(la « **Société** »)

Avis de regroupement d'actions / Avis de suspension de la faculté d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital

L'Assemblée générale mixte de la Société, réunie le 6 juin 2025, statuant conformément aux dispositions de l'article L.225-204 du Code de commerce, a décidé (i) de déléguer au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, ses pouvoirs pour décider d'un ou plusieurs regroupements des actions composant le capital de la Société (le « **Regroupement des Actions** »), (ii) que le nombre d'actions composant le capital de la Société issu des opérations de regroupement ne pourra être inférieur à un millième (1/1.000) du nombre d'actions composant le capital de la Société tel qu'existant immédiatement avant le regroupement en question (ii) de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre ou non la présente délégation, et notamment de :

- i. arrêter les conditions et modalités des opérations de regroupement compte tenu, notamment, du nombre d'actions et du montant du capital social de la Société à l'époque où sera décidée ce regroupement ;
- ii. fixer la date de début des opérations de regroupement ;
- iii. publier tous avis et procéder à toutes formalités légales et réglementaires prévues par la loi ;
- iv. suspendre le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement ;
- v. constater et arrêter le nombre exact d'actions à regrouper et le nombre exact d'actions susceptibles de résulter du regroupement avant le début des opérations de regroupement ;
- vi. constater la réalisation définitive du regroupement et modifier les statuts de la Société en conséquence ;
- vii. déterminer et procéder, si besoin, à l'ajustement (y compris par voie d'ajustement en numéraire) des droits des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'attribution d'actions gratuites et des titulaires de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
- viii. procéder à l'ajustement du nombre d'actions pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des délégations de compétence conférées au Conseil d'administration par la présente Assemblée générale ; et
- ix. procéder à toutes formalités de publicité requises et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de la réalisation du regroupement d'actions dans les conditions prévues par la présente résolution et conformément à la réglementation applicable.

Cette délégation a été consentie, pour une durée de douze (12) mois à compter du 6 juin 2025.

Lors de sa réunion du 25 juin 2025, le Conseil d'Administration, faisant usage de la délégation susvisée a, notamment :

1. constaté que les actions existantes étaient intégralement libérées ;
2. décidé le lancement de la réalisation du Regroupement des Actions ;

3. décidé de fixer comme suit les modalités du regroupement :

- **Date de début des opérations de regroupement** : la date de début des opérations de regroupement interviendra au plus tôt à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours débutant à la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires 30 juin 2025, soit le 15 juillet 2025.
- **Base de regroupement** : échange de quatre-vingts (80) actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 0,01 euro contre une (1) action nouvelle quatre-vingts centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale portant jouissance courante.
- **Nombre d'actions anciennes soumises au regroupement** : cinq milliards trois cent vingt-huit millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cent quatre-vingt-un (5.328.887.581) actions d'un centième d'euro (0,01 €) de valeur nominale chacune, correspondant au nombre total d'actions composant le capital social de la Société.
- **Nombre d'actions nouvelles à provenir du regroupement** : soixante-six millions six cent onze mille quatre-vingt-quatorze (66.611.094) actions de quatre-vingts centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale chacune. Le nombre définitif d'actions nouvelles à provenir du regroupement sera constaté par le Conseil d'Administration ou par le Président-Directeur Général à la fin des opérations de regroupement.
- **Période de regroupement** : du 15 juillet 2025 (inclus) au 15 août 2025 (inclus).
- **Titres formant quotité** : la conversion des actions anciennes en actions nouvelles sera effectuée selon la procédure d'office.
- **Titres formant rompus** : les actionnaires qui ne détiendraient pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des actions anciennes formant rompus afin d'obtenir un multiple de quatre-vingts (80) jusqu'au 22 septembre 2025 (inclus). Passé ce délai, les actionnaires qui n'auraient pas pu obtenir un nombre d'actions multiple de quatre-vingts (80) seront indemnisés par leur intermédiaire financier conformément aux articles L. 228-6-1 et R. 228-12 du Code de commerce et à la pratique de marché. Les actions anciennes non regroupées seront radiées de la cote à l'issue de la période de regroupement.
- **Centralisation** : toutes les opérations relatives au regroupement des actions auront lieu auprès de Financière d'Uzès – 13, rue d'Uzès – 75002 Paris, désigné en qualité de mandataire pour la centralisation des opérations de regroupement.

En application des articles L. 228-6-1 et R. 228-12 du Code de commerce, les actions nouvelles qui n'ont pu être attribuées individuellement et correspondant à des droits formant rompus seront vendues en bourse par les teneurs de comptes et les sommes provenant de la vente seront réparties proportionnellement aux droits formant rompus des titulaires de ces droits.

Les actions anciennes soumises au regroupement sont admises aux négociations sur le marché d'Euronext Growth à Paris sous le code ISIN FR0014000U63, jusqu'au 15 août 2025, dernier jour de cotation.

Les actions nouvelles issues du regroupement seront admises aux négociations sur le marché d'Euronext Growth à Paris, à compter du 18 août 2025, premier jour de cotation, et se verront attribuer le code ISIN FR0014010QE1.
- **Ajustement du ratio d'échange, de conversion ou d'exercice des bons de souscription d'actions** : à l'issue du regroupement, les parités d'échange, de conversion ou d'exercice des (i) bons de souscription d'actions émis sur décision du Conseil d'Administration en date du 12 juin 2022 (les « **BSA** »), (ii) des obligations convertibles en actions émises sur décisions du Conseil d'Administration en date du 26

septembre 2024 (les « **OCA #1** »), (iii) des obligations convertibles en actions émises sur décisions du Conseil d'Administration en date du 16 janvier 2025 (les « **OCA #2** »), (iii) des obligations convertibles en actions à bons de souscription d'actions attachés émises sur décision du Conseil d'Administration en date du 26 septembre 2024 (les « **OCABSA** ») (ensemble les « **Obligations** »), seront ajustées afin de prendre en compte cette opération de regroupement. .

- **Suspension des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital** : dans le cadre de la mise en œuvre de ce regroupement, la Société a, conformément aux articles L.225-149-1 et R.225-133 du Code de commerce, informé les titulaires de chacune des catégories de valeurs mobilières donnant accès au capital de la suspension temporaire de la faculté d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital (en ce inclus les BSA et les Obligations) à partir du 9 juillet 2025 (inclus) jusqu'au 20 août 2025 (inclus).
 - **Droit de vote** : les actions nouvelles bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement des actions anciennes dont elles sont issues, chacune de ces actions anciennes bénéficiaient du droit de vote double. En cas de regroupement d'actions anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des actions nouvelles sera réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des actions anciennes.
4. suspendu, à partir du 9 juillet 2025 (inclus) jusqu'au 20 août 2025 (inclus) la faculté d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital (en ce inclus les BSA et les Obligations) pour faciliter les opérations de regroupement, étant précisé que cette durée ne peut excéder trois (3) mois ;
 5. pris acte que, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n° 48-1683 du 30 octobre 1948, les actionnaires qui se trouveraient propriétaires d'actions anciennes isolées ou en nombre inférieur à celui requis pour pouvoir procéder au regroupement auront l'obligation de procéder aux achats ou aux cessions d'actions anciennes nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter du début de l'opération de regroupement ;
 6. pris acte que conformément aux dispositions des articles 6 du décret n° 48-1683 du 30 octobre 1948 et R. 228-12 du Code de commerce, à l'issue de la période d'échange, les actions nouvelles qui n'ont pu être attribuées individuellement et correspondant aux droits formant rompus, seront vendues et que le produit de cette vente sera réparti proportionnellement aux droits formant rompus de chaque titulaire de droits ;
 7. pris acte qu'à la suite du regroupement des actions émises par la Société, afin de préserver les droits des titulaires des BSA émis sur décisions du Conseil d'Administration en date du 12 juin 2022, la parité d'exercice des BSA sera ajustée mécaniquement et correspondra au produit (i) de la parité d'exercice en vigueur avant le début des opérations de regroupement et (ii) du rapport entre le nombre d'actions nouvelles composant le capital de la Société après les opérations de regroupement et le nombre d'actions anciennes composant le capital de la Société avant les opérations de regroupement, soit 1/80, étant précisé que la parité d'exercice des BSA ne sera pas ajustée au titre des opérations de réduction de capital, objets de la vingt-septième résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 6 juin 2025 et le prix d'exercice par action des BSA sera ajusté mécaniquement, le cas échéant ;
 8. pris acte qu'à la suite du regroupement des actions émises par la Société, afin de préserver les droits des titulaires des Obligations émises par la Société sur décision du Conseil d'Administration en date du 19 septembre 2022, du 26 septembre 2024 et du 16 janvier

2025, la parité d'exercice des Obligations sera ajustée mécaniquement et correspondra au produit (i) de la parité d'exercice en vigueur avant le début des opérations de regroupement et (ii) du rapport entre le nombre d'actions nouvelles composant le capital de la Société après les opérations de regroupement et le nombre d'actions anciennes composant le capital de la Société avant les opérations de regroupement, soit 1/80, étant précisé que la parité d'exercice des Obligations ne sera pas ajustée au titre des opérations de réduction de capital, objets de la vingt-septième résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 6 juin 2025 et le prix d'exercice par action des Obligations sera ajusté mécaniquement, le cas échéant ; et

9. en conséquence, décidé, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, de subdéléguer au Directeur Général tous pouvoirs, dans les conditions légales et réglementaires applicables et dans les limites fixées par la troisième résolution de la Réunion de la Classe des Détenteurs de Capital et la présente délibération du Conseil d'Administration, pour réaliser définitivement le Regroupement des Actions faisant l'objet de la présente délibération, et notamment :
- publier tous avis et procéder à toutes formalités légales et réglementaires consécutives à cette délibération ;
 - procéder, le cas échéant, en conséquence du regroupement d'actions ainsi opéré, à l'ajustement des droits des bénéficiaires et de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, émises ou qui seraient émises ainsi qu'à l'information corrélatrice desdits bénéficiaires, conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
 - constater la réalisation définitive du regroupement et modifier, consécutivement au regroupement d'actions objet de la présente résolution, l'article 6 « *Capital social* » des statuts de la Société ;
 - procéder à l'ajustement du nombre d'actions pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation de la délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'Administration par la troisième résolution de la Réunion de la Classe des Détenteurs de Capital ; et
 - plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires et appropriées à la mise en œuvre de la présente décision et procéder à l'accomplissement de toutes formalités.

Cette subdélégation a été conférée jusqu'au 30 septembre 2025 (inclus).

Le conseil d'administration du 25 juin 2025 a délégué tous pouvoirs au Président-Directeur Général à l'effet de procéder à la publication du présent avis de regroupement et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de procéder au regroupement des actions conformément à la réglementation applicable.

Le Président-Directeur Général